

Le PRÉSIDENT SUPPLÉANT: Honorables sénateurs, je me suis occupé d'assez près de cet accord international sur le blé, au moment où les prix ont été fixés.

Le sénateur HORNER: Oui, vous parlez de l'accord international sur le blé. né 300 millions de dollars en subventions aux cultivateurs. Il m'a appris Moi, je parle de l'accord sur le blé conclu avec la Grande-Bretagne. Si on me permet de revenir un peu sur l'aide aux petits cultivateurs, j'aimerais bien visiter le Danemark. Quand j'ai été en Angleterre, j'ai rencontré M. Clement Davies, ancien chef du parti libéral en Angleterre, qui est encore député d'une circonscription rurale. Il m'a dit que le gouvernement britannique avait donné 300 millions de dollars en subvention aux cultivateurs. Il m'a appris qu'il avait fait de nombreux voyages au Danemark, que les cultivateurs y étaient prospères et qu'ils avaient refusé d'accepter des subventions de leur gouvernement. Ils ont préféré concentrer leurs efforts sur la qualité et la production.

Le PRÉSIDENT SUPPLÉANT: Et les coopératives.

Le sénateur HORNER: Tellement qu'ils peuvent vendre le beurre 27c. la livre.

Le sénateur CAMERON: Je suis allé au Danemark et j'y ai visité ces fermes. Je puis dire que la réglementation y est très considérable et que les prêts de l'État, sous forme de crédit à long terme pour financer l'exploitation, y jouent un rôle très important.

Le sénateur HORNER: C'est ce que me disait M. Davies. Ce sont des gens heureux et prospères. Ils peuvent vendre le beurre 27c. la livre.

Le sénateur CAMERON: Je suis allé au Danemark et j'y ai visité ces fermes. Je puis dire que la réglementation est très considérable et que les prêts de l'État, sous forme de crédit à long terme, y jouent un rôle important; mais pour ce qui est du financement de leurs exploitations, c'est une tout autre chose.

Le sénateur HORNER: On m'a dit qu'ils avaient refusé toute assistance?

Le PRÉSIDENT: Puis-je faire observer qu'à ma connaissance les faits sont exactement comme les a exposés le sénateur Cameron. Certes, il ne s'agit là que d'une opinion personnelle, mais je ne puis pas imaginer que nos cultivateurs accepteraient les mêmes mesures de réglementation.

Le sénateur HORNER: Mais, si j'ai bien compris, la réglementation n'est pas exercée par l'État, mais plutôt par leurs associations ou leurs organisations.

Le sénateur STAMBAUGH: Moi aussi je suis allé au Danemark et je n'y ai pas vu beaucoup de cultivateurs en auto ou à bicyclette.

Le PRÉSIDENT: Au nom de tous les membres présents, je remercie le ministre du très intéressant mémoire qu'il nous a présenté et des éclaircissements que nous apportera l'examen de ce document. Je le remercie donc et le félicite, au nom des honorables sénateurs ici présents.

Le Comité s'ajourne.